

Vers une refonte de l'accord d'Arusha préconise International Crisis Group

Voice of America, 23 mai 2016 "Un an après le début de la crise déclenchée par la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, la situation au Burundi reste critique" affirme ICG dans son dernier rapport "Anatomie du troisième mandat", c'est l'intitulé du rapport de International Crisis Group (ICG) qui critique le bilan de la situation depuis le déclenchement de la crise en avril 2015. De l'afflux des réfugiés, de la continuité de la confrontation armée entre les groupes inconnus et les forces gouvernementales, de la dégradation de la situation socio-économique, ICG brosse un tableau sombre d'un pays endeuillé par une crise sans précédent.

Au delà du constant, ICG a formulé des recommandations à l'endroit de plusieurs parties prenantes dans la crise qui secoue le Burundi. ICG propose donc des voies de sortie. Sur VOA Afrique, Thierry Vircoulon, expert sur le Burundi auprès de ICG affirme que "l'accord d'Arusha est sérieusement remise en cause" par le parti au pouvoir à Bujumbura. Il estime qu'il est "nécessaire de revisiter l'accord pour modifier certains points mais sans bouleverser l'ensemble de l'économie de l'accord". Pour lui, trois forces politiques sont incontournables. Il s'agit du CNDD-FDD, des FNL et du CNARED. Thierry Vircoulon déclare aussi que "l'armée connaît un problème politique" et interpelle l'Union Européenne à envisager le remplacement des troupes Burundaises en Somalie" ou de "changer le mode de versement des allocations des militaires sans passer par le gouvernement de Bujumbura". Ecouter Thierry Vircoulon sur Voice of America